

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 78.660 du 10 février 1999

A.78.854/VI-14.569

En cause : **GUIMAUD** Colin,
ayant élu domicile chez
Me Eric GILLET, avocat,
boulevard Brand Whitlock 30
1200 Bruxelles,

contre :

la Commune de La Hulpe.

LE PRÉSIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 juin 1998 par Colin GUIMAUD qui demande l'annulation de la décision du 4 mai 1998 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins la commune de La Hulpe le met sévèrement en garde contre tout comportement qui, par action ou par omission, serait de nature à porter atteinte au bon fonctionnement de l'académie de musique;

Vu l'arrêt n° 75.706 du 10 septembre 1998 rejetant la demande de suspension de l'exécution de ladite décision;

Vu la notification de cet arrêt à la partie requérante le 25 septembre 1998;

Vu le rapport de M. BOUVIER, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 15^{ter} du règlement de procédure en référé;

Vu l'ordonnance du 15 janvier 1998, notifiée aux parties, ordonnant le dépôt de ce rapport et convoquant celles-ci à comparaître le 5 février 1999 à 10.00 heures;

Entendu, en son rapport, M. CLOSSET, président de chambre;

Entendu, en son avis conforme, M. BOUVIER premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que selon l'article 17, § 4^{ter}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, inséré par la loi du 4 août 1996, il existe dans le chef de la partie requérante une présomption de désistement d'instance lorsque, la demande de suspension d'un acte ou d'un règlement ayant été rejetée, la partie requérante n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans un délai de trente jours à compter de la notification de l'arrêt qui rejette une telle demande;

Considérant que la partie requérante s'est abstenue de déposer une demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs,
sont mis à charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique,
le dix février 1900 nonante-neuf par :

M. CLOSSET,	président de chambre
M. HARMEL,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

P. HARMEL.

Ch.-L. CLOSSET.